



Soldats et ouvriers réunis dans la salle de la Douma.

Deux ou trois estaffiers l'entouraient et lui tenaient de vagues paperasses qu'il compulsait.

Il y inscrivait, au crayon, des annotations tout en écoutant les réponses qui lui étaient faites car il avait ordonné que lui fussent amenés de nombreux détenus.

Ceux-ci se tenaient debout devant lui à la file indienne, attendant leur tour, comme des gens désireux d'acheter une denrée.

Observée à quelques mètres de distance, cette scène paraissait si peu extraordinaire qu'on eût cru être témoin d'un vague colloque où se fussent débattues, devant un insignifiant tabellion, des questions de marchandages ou d'impôts.

Le citoyen Djerjinsky n'avait pas du tout un air méchant ni emporté, et ces hommes mal peignés et à la barbe inculte qui lui répondaient tour à tour laissaient peu deviner leur émotion.

Ce qui se passait là était d'une simplicité banale où rien ne marquait; il fallait se rappeler quel était le lieu où nous nous trouvions et quelles étaient les fonctions du nouveau venu pour comprendre que tous ces nouveaux venus qui se coudoyaient dans le corridor étaient en réalité aux prises avec le pourvoyeur du bourreau.

Non, vraiment, il n'avait pas besoin d'emplacement ni de mise en scène, l'honnête Djerjinsky; il remplissait sa mission activement et bien modestement à la bonne franquette, en homme désireux d'abattre de la besogne et de faire aboutir les affaires.

De ce chuchotement, de cette conversation surrannée au coin du corridor d'une prison, le résultat pour quelques personnes, allait être le feu du peloton.

Vers le soir, le tranquille citoyen Djerjinsky voulut bien donner l'ordre qu'on lui ouvrît la grille de notre cage et il y entra, toujours suivi de ses aides; il parcourut les groupes, écouta fraternellement les réclamations de ceux qui affirmaient avoir été arrêtés injustement.

Il prit des notes, recueillit quelques « *zaiavlenie* », puis il se retira, conscient du devoir accompli, car ce bon président, certainement, ne voulait que travailler à édifier le bonheur des humains en punissant les méchants. L'un de ceux qui avaient été aux prises avec Djerjinsky me dit après son départ :

« En tout cas, il a forme humaine celui-là, on peut se faire écouter de lui, son aspect ne dénote pas une exceptionnelle inintelligence. Mais vous ne sau-



Le général Kourapotkine.

riez-vous imaginer à quelles brutes abjections, sous le régime bolchevik, on attribue les fonctions de juges d'instruction.

Ce sont, pour la plupart, des jeunes gens sans aucune culture et qui ne se font pas la moindre idée de ce que peut être le droit.

L'un de ces sauvages m'a questionné le revolver au poing, menaçant, à tous moments, de me brûler la cervelle et me hurlant à la face d'horribles injures. Ses interrogations et ses objections étaient empreintes d'une telle sottise que je dus prendre le parti de ne plus rien répondre, au risque de ma vie. Ma foi, oui, j'aime encore mieux Djerjinsky!

« La fin du mois d'août fut sinistre pour les anciens commissaires de police et les anciens officiers de gendarmerie, détenus à Taganka, dans les chambres 2, 3 et 4.

C'étaient, pour la plupart, des hommes d'âge mur et d'aspect réfléchi, leur tournure était celle de militaires en civil.

Cruelle avait été leur attente, car ils avaient toujours dérivé qu'on ne leur ferait jamais grâce : leur salut n'eût pu résulter que d'un rapide coup de force survenant dans Moscou et qu'eût renversé le régime bolchevik.

Quelles méditations pour ceux qui avaient été les gardiens de l'ordre au temps de Nicolas II n'avaient-ils pas, par simple obligation professionnelle, capturé et fait incarcérer dans ces mêmes géôles des milliers d'individus dont tous n'étaient peut-être pas des coupables?

Ils savaient bien, ils sentaient bien, ces agents du régime disparu, qu'ils seraient victimes de l'esprit de représailles et que, inévitablement, leur vie serait donnée en holocauste pour que fussent vengées les pendaisons et les fusillades de 1907, toutes les répressions du temps de Stolypine. »

« Encore une fois, le « corbeau » promena gaie-ment l'effroi de ses appels dans notre corridor et, à travers le monumental et dramatique décor de nos vastes grilles, nous vîmes partir les commissaires de police vers l'aboutissement de leur destinée. Personne n'eût deviné que ces gens-là s'acheminaient vers l'éternité; tout se passait de la manière, la plus ordinaire et la plus banale : des visages déjà pâlis étaient un peu plus pâles, des larmes vite contenues mettaient leur luisance à la frange des paupières, car il était tout de même bien poignant, bien tenaillant, le souvenir des femmes et des enfants qu'il ne fallait plus songer à revoir.

Souvent, les captifs qui étaient extraits à cet instant funèbre des différentes salles, devaient s'arrêter en face de nos barreaux de fer en attendant que le convoi définitif fût formé. Nous ne leur demandions pas où ils allaient, nous évitions de les interroger, nous comprenions trop quel remous de tous les sentiments dissimulaient leur impassibilité. Mais bientôt le léger corbeau lançait son sempiternel « En avant! » comme s'il eût conduit un cortège de noce ou de baptême; les lourdes grilles du corridor s'ouvraient et se refermaient et c'était tout pour toujours.

Chaque fois qu'un convoi de morts vivants avait ainsi défilé devant nos baies, l'émotion causée par ce spectacle se manifestait parmi nous par des signes caractéristiques.

Il y avait, dans la chambre n. 1, nombre d'hommes qui se trouvaient en butte aux mêmes accusations à cause desquelles ceux qu'on avait vus pour la dernière fois suivre le corridor étaient partis à la rencontre de la mort.

Beaucoup de nos codétenus savaient que certains de leurs prétendus complices avaient déjà été exécutés et que logiquement, à moins qu'on ne les oubliât, leur tour devrait venir.

Chaque tournée de victimes réveillait à son passage leurs anxiétés.

Les uns tombaient prostrés sur leur lit, paraissant dormir, les autres marchaient à grands pas d'un bout à l'autre de la salle; raides comme des automates, l'œil dans le vague et ils vivaient déjà, dans leur imagination, toutes les circonstances du drame qu'ils anticipaient.

Et l'on devinait que chacun se disait : « Demain sans doute viendra mon tour ».

Mais bientôt le brouhaha général, la rumeur bourdonnante de cette salle toujours comble donnait une impression synthétique de vitalité et de turbulence qui rendait moins évidents les défaillances particulières. »

« Chaque soir, des chambres qui étaient les plus voisins de la nôtre nous procuraient des rumeurs de déclamations, des lambeaux de chansons que suivaient des salves nourries d'applaudissements.

Parfois, le nombre des habitants de ces salles avait le jour même diminué : on savait comment et pourquoi; mais ceux qui restaient n'en recommençaient pas moins leur concert.

À la chambre numéro 1, nous n'avions pas organisé de ces divertissements artistiques; nous étions essentiellement des gens de discussion. »

Le 30 août, eut lieu, à Moscou, un attentat contre Lénine. Le même jour Ouritzky, commissaire aux affaires étrangères, fut assassiné à Pétrograd.

Le « Izvestia » et la « Pravda » publièrent des articles furibonds, exprimant des menaces de terribles représailles.

Si Lénine mourrait, il fallait qu'eût lieu en compensation une exécution en masse des ennemis du peuple. On attaqua les prétendus provocateurs à la solde de la France et de l'Angleterre.

Nombreux furent ceux qui vécurent des joursangoissants.

Les « Izvestia » mirent aussi sur le tapis l'affaire Lockhart et l'exposèrent ainsi :

« Elles (les « Izvestia » du 4 octobre) racontaient comment l'agent diplomatique officieux anglais, M. Lockhart, avait offert dix millions de roubles à Berzine, commandant de la première division lettonne, pour l'intéresser à un plan qui consistait à constituer une patrie lette indépendante, cette même patrie que les bolcheviki avaient livrée aux Allemands.

Le chef letton, feignant d'entrer dans les vues de M. Lockhart et d'être prêt à faire cerner et emprisonner les commissaires, comme l'agent britannique le lui demandait, avait déjà reçu de celui-ci 1.200.000 roubles.

Mais, aussitôt, Berzine avait été remettre cette



Le général Brusilov.

somme à la commission extraordinaire en lui révélant tous les détails du complot.

Le ton général de la presse bolchevik était que les véritables assassins de Lénine et de Ouritzky devaient être cherchés dans les ambassades et les consulats de l'Angleterre et de la France.

Aussi bien, le 31 août, à Pétrograd, un drame sanglant s'était déroulé à l'ambassade anglaise et, à la même date, à Moscou, M. Lockhart avait été arrêté et enfermé au Kremlin. »

Le tribunal révolutionnaire, après avoir délibéré, condamnait à mort, le 28 novembre, MM. Lockhart, Grenard, consul général de France, Reilly, Kalamatiano (sujet américain) et Fride (sujet russe).

Les feuilles bolchevistes écrivirent que Lockhart, Grenard et Reilly, ayant réussi à prendre la fuite, avaient été condamnés par contumace.

En réalité, ils avaient déjà quitté la Russie quelques semaines auparavant, avec le concours du Commissariat qui avait lui-même organisé leur voyage.

Mais l'attentat contre Lénine devait avoir son contre-coup. Le 5 septembre, on alla prendre à la prison de Boutirky 29 contre-révolutionnaires et on les fusilla.

Parmi eux se trouvaient Kvostof, ancien ministre de l'intérieur, Cheglovitof, ancien ministre de la justice, plusieurs membres du haut clergé et des hauts fonctionnaires de la police.

On apprit qu'à Pétrograd, 600 officiers avaient été fusillés en guise de représailles à l'assassinat d'Ouritzky.

Ce fut du moins ce qu'annoncèrent les « Izvestia ».

La terreur rouge sévissait terriblement. On comprendra aisément que Naudeau et d'autres sujets alliés se trouvaient dans une terrible tension, sachant qu'ils pouvaient s'attendre à être massacrés dans leur prison par une bande de fous furieux.

D'autant plus que les nouvelles qui leur parvenaient n'étaient rien moins que déprimantes.

« Nous apprenions, écrit Naudeau, vers le 10 septembre, que l'armée tchéco-slovaque, bien loin d'avancer, avait dû reculer au delà de la Volga et abandonner Kazan aux bolcheviki, dont les journaux étaient ardents à crier victoire. Il fallait renoncer à tout espoir d'un salut rapide ; aucune intervention, en 1918, du moins, ne viendrait nous secourir, c'était clair. Du côté de l'Est, il n'y fallait guère songer, puisque les Tchéco-Slovaques étaient en retraite. Quant au côté du Nord, comme la saison déjà s'avancait, rien ne faisait prévoir des opérations sérieuses dans les directions de Mourmane et d'Arkhangel. »

Et Naudeau écrit plus loin : « Parmi les prisonniers polonais l'un d'eux, M. Ioulsky, attirait plus particulièrement l'attention des bolcheviki.

Il passait pour avoir été le recruteur de ce détachement polonais qui avait été arrêté au moment où il allait occuper, dans le train pour Arkhangel, les places retenues pour lui à l'avance.

En maintes reprises, la commission s'était efforcée de se renseigner sur le rôle joué par Ioulsky



Lenine.

et il importait à celui-ci de ne point laisser découvrir qu'il avait naguère vécu sous l'uniforme de l'officier russe.

Notre impression fut que, par des manœuvres de chantage et d'intimidation, les enquêteurs obtinrent au sujet de ce jeune homme, des révélations de certains de ses codétenus. Immobilisé depuis plusieurs semaines sur son lit par des rhumatismes qui le faisaient beaucoup souffrir, Ioulsky communiquait peu à qui que ce fût ses réflexions.

Mais il se sentait menacé, et d'ailleurs, un « juge d'instruction » lui avait dit crûment que sa vie était en jeu. »

Il attendait silencieusement, il espérait peut-être, comme tant d'autres, que son cas, dans le tourbillon des événements, s'oublierait.

Vers la fin de septembre, sa santé s'était améliorée et il commençait à pouvoir se traîner lentement dans notre chambre commune, quand, un soir, le Corbeau fit halte devant notre grille et cria un seul nom « Ioulsky ! »

Celui-ci pâlit et ne répondit pas. Mais plusieurs voix crièrent spontanément : « Il est malade. Ioulsky est malade. »

« Ioulsky ! Allons vite. Qu'est-ce que cela peut faire que vous soyez malade. Vivement, vivement ! »
— Je suis malade, me dit nerveusement Ioulsky, qui se trouvait à ce moment-là près de moi, je n'y vais pas, je ne puis pas y aller. »

Mais le Corbeau, à la grille, insistait :

« Allons vite, Ioulsky, dépêchez-vous, la voiture vous attend en bas. »

Nous lui serrâmes la main, sans trop oser le regarder. Je le vois encore aller péniblement jusqu'à la grille, coiffé du chapeau de paille qu'il portait quand il avait été capturé, et vêtu d'une capote

française couleur kaki qui lui tenait lieu de pardessus.

Jamais plus nous ne lui parlerions ; deux jours plus tard, dans les « svestia », trois lignes banales, à la rubrique des exécutions, disaient que « Ioulski, garde blanc convaincu d'affiliation à des groupes d'agents impérialistes étrangers, avait été fusillé. »

Un officier polonais, atteint de pneumonie, était alité, attendant des soins que ne venaient jamais.

« Notre codétenu (c'est Naudeau qui parle), le docteur Halperine, après une auscultation, déclarait son état critique et se hâtait de prévenir l'administration de la prison.

Mais aucun médecin, aucun infirmier n'apparut jamais et aucune fiole de médicament ne nous fut envoyée.

Un matin, nous vîmes que le malade était livide et déjà tout disait que son agonie était prochaine. Le docteur Halperine insista encore une fois, implora du secours, mais rien ne fut obtenu.

Nous entendions les râles du moribond monter dans la chambrée et dominer le bourdonnement des conversations. Les grands yeux enfiévrés s'ouvraient à peine dans un visage couvert d'ombres verdâtres.

Il râla ainsi pendant trois jours au milieu de nous sans que nous pussions rien tenter pour le sauver. Nous le vîmes expirer à l'instant même où nous sortions de la salle n° 1 de la prison de Taganka... »

Naudeau fut transféré, en compagnie d'autres détenus, à la prison de Boutirky, où il eut également beaucoup à souffrir. Par la suite, il fut remis en liberté.

* * *

Voici encore quelques détails sur la Russie, en ces jours pénibles.

Lénine résidait au Kremlin. Naudeau, qui alla l'y voir, décrit l'isolement dans lequel se confinait le chef du bolchevisme.

Grâce au laissez-passer que lui avait délivré le commissaire des Affaires Étrangères, il franchit sans difficulté les différentes portes du Kremlin, dont les cours intérieures étaient couvertes de glace et de verglas (février 1919).

Il arriva devant un grand palais où se hérissaient les canons conquis sur Napoléon en 1812.

« Des escaliers sombres, de longs couloirs déserts, et, baïonnette au canon, des sentinelles inquiètes épelant avec hésitation mon sauf-conduit. Je revois tout cela. Je finis par déboucher dans un petit bureau où, au lieu d'un huissier, il y avait une demoiselle où, du téléphone installé devant un appareil qui devait être une sorte de « central » desservant tout le Kremlin. Elle écouta ma requête et aussitôt la communiqua à celui que je voulais voir. Et l'on m'introduisit dans une pièce assez exigüe à la porte de laquelle j'eus le temps de lire cette affiche imprimée en gros caractères :

« Les visiteurs sont priés de prendre en considération qu'ils vont parler à un homme dont les occupations sont énormes. Par conséquent, il leur est demandé d'exposer clairement et brièvement le but de leur démarche. »

Le cabinet, dans lequel je venais de pénétrer, était meublé sommairement, sans aucune recherche ni affectation. Quelques rayons de livres derrière le fauteuil et, au mur juste devant le bureau, un gigantesque portrait de Karl Marx enrubanné d'écarlate. C'était tout. »

Naudeau resta seul deux ou trois minutes. Il venait en sa qualité de correspondant du journal français « Le Temps », — qualité qui lui avait valu son incarcération. Mais les bolchevistes usaient maintenant d'une autre tactique envers les Alliés.



Trotsky.

Lénine parut. Il était fort pâle et amaigri. Le visiteur mit dès le début la conversation sur le terrain politique et Lénine déclara :

« Nous voulons tenter le plus sérieux effort pour nous adapter aux circonstances, dans la période de transition que traverse l'Europe.... Nous reconnaissons sans ambages qu'il est très difficile à un peuple jeune et peu développé, comme le peuple russe, de subsister sans de nombreux rapports avec les nations plus avancées qui l'avoisinent. Nous avons besoin de techniciens, de savants et de toutes les innombrables œuvres de l'industrie universelle. Aujourd'hui surtout, que les forces productives de la Russie sont détruites, il est clair que nous sommes incapables de développer, par nos seuls moyens, les immenses ressources de ce pays.

Dans ces conditions, et bien que cela ne nous soit pas agréable, il nous faut admettre que nos principes, valables actuellement à l'intérieur de nos frontières, doivent, hors de nos frontières, faire place à des accords politiques qui nous permettent de vivre. Ainsi donc, nous proposons très sincèrement de reconnaître que nous devons payer les intérêts des emprunts extérieurs, et, faute de numéraire, nous le payerons avec du blé, du pétrole et toutes sortes de matières premières, qui, certes, ne nous feront pas défaut dès que nous pourrions travailler à peu près normalement. »

J'écoutais, fort édifié, les propos du maître du Kremlin, car, six mois auparavant, j'avais été traîné en prison, et durement tenu en réclusion de rigueur, pour avoir écrit que les Russes finiraient par être obligés de rémunérer leurs emprunts extérieurs...

« Nous sommes décidés aussi, moyennant des arrangements qu'il faudrait préalablement discuter, à accorder des concessions forestières et minières à des citoyens des puissances de l'Entente, à la condition, toutefois, que les principes essentiels de la Russie soviétiste soient respectés. Bien plus, nous irions jusqu'à consentir, sans plaisir, il est vrai, mais avec résignation, à des cessions de territoires de l'ancien empire de Russie à certaines puissances de l'Entente... Si l'on veut exiger de nous trop de choses, nous lutterons, nous nous défendrons. »

Il avait lu «Le Feu», de Barbusse, et en déduisait qu'en France, il y avait deux courants, dont l'un était favorable aux Soviets.

La Russie était donc disposée à négocier. Lénine était d'avis que l'Etat capitaliste allait se mourant.

L'Etat monopoliserait tout. Cela se voyait dès à présent. Les Etats achetaient et vendaient et il prit comme exemple l'Amérique qui nationalisait les chemins de fer et accaparait tous les blés.

Il estima difficile la constitution de la Ligue des Nations, mais qu'une nouvelle forme de la civilisation sortira de tous ces tâtonnements. L'expérience communiste en Russie n'avait pas encore une valeur décisive. La Russie est un peuple à part, qu'on ne peut comparer, au point de vue de la culture intellectuelle, aux nations occidentales. La question de la terre y soulève des problèmes qui n'existent pas ailleurs. La petite propriété rurale n'était créée que depuis quelques années. C'est pourquoi aucune force n'y avait pu arrêter la révolution sociale.

Mais dans les pays comme la France, le socialisme trouverait plus d'organismes, d'auxiliaires capables d'intellectuels qui font défaut en Russie. Chaque groupement humain va au socialisme par des voies différentes. Le vieux monde ne subsistera plus longtemps. La situation économique, créée par la guerre, ne peut qu'entraîner son effondrement. Rien ne pourra arrêter l'Etatisme. « Nous verrons des choses formidables, des choses auprès desquelles tout ce que nous avons vu jusqu'à présent n'aura été qu'un jeu d'enfant. »

Telle fut l'opinion de Lénine en février 1919.

* * *

Au début de 1919, Naudeau décrit un Moscou morne et lugubre. Sur cinq magasins, trois étaient fermés et les deux autres étaient quasi vides.

On ne faisait plus de commerce. Des milliers d'acheteurs et de vendeurs étaient sans occupation. Des gardes rouges venaient annoncer aux boutiquiers que leur commerce était nationalisé et qu'il leur restait quarante-huit heures pour déguerpir. C'est ainsi qu'on pouvait voir sans cesse de misérables déménagements de «nationalisés» qui, emportant quelques meubles, se cherchaient un refuge. Le plus grand arbitraire régnait ; il arrivait souvent qu'on pouvait, grâce à la corruption, retarder l'exécution de la sentence.

Certains commerçants ou fabricants restèrent comme collaborateur dans leur entreprise; on les autorisait alors à occuper une partie de leur propre maison. Mais il ne leur était pas permis de brûler une seule bûche de leur propre bois, sans l'assentiment du comité ouvrier qui avait substitué son autorité à la leur. On enleva les enseignes des maisons de commerce, ou l'on en effaça les inscriptions.

Le magasin de monsieur X. ou Z. devint le magasin n° 1. Toutes les librairies devinrent les filiales d'une centrale.

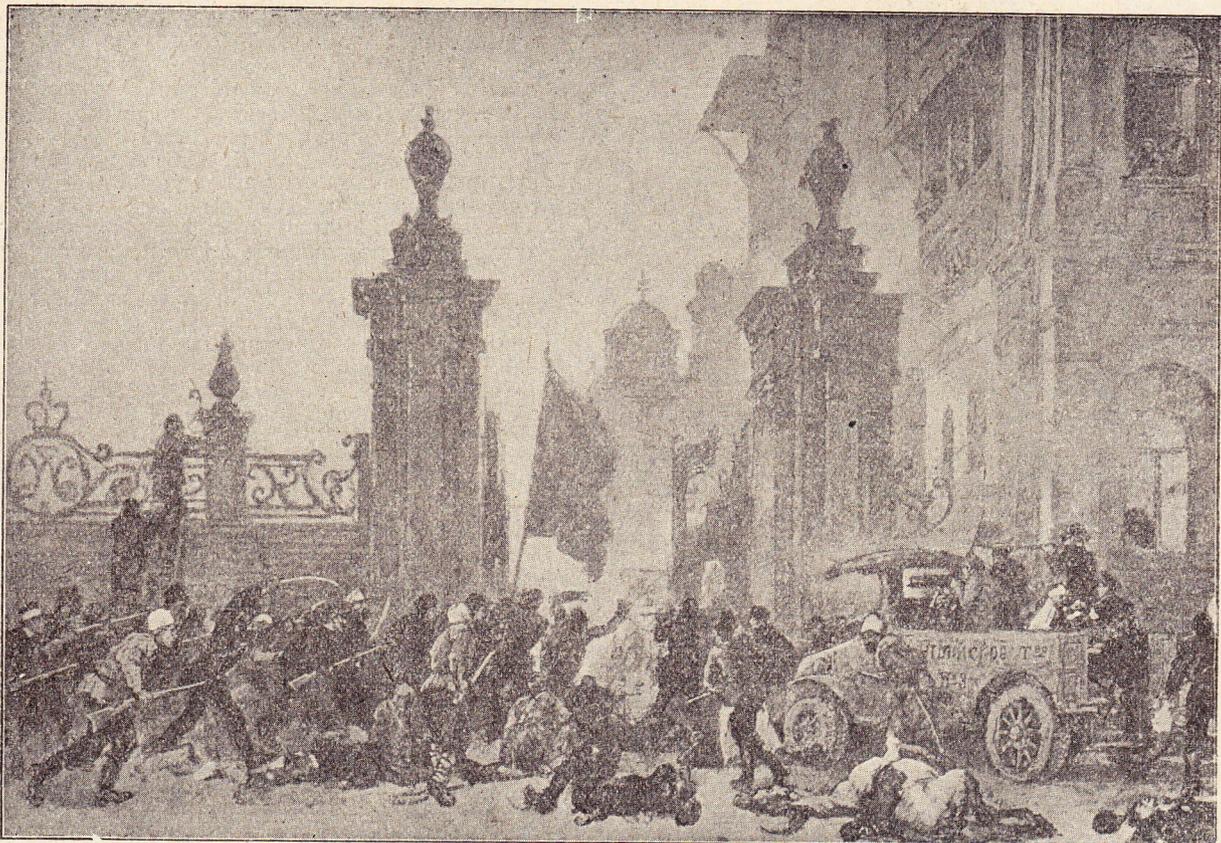
Il y eut ainsi des centrales de magasins de confection, d'épiceries, etc., et les maisons confisquées recevaient des numéros de cette centrale. Mais ce devint bientôt, pour beaucoup, de commerces, une véritable centrale «du vide», car il n'y avait plus rien à vendre.

Les expropriations et les réquisitions se faisaient en masse. Les gardes rouges ayant besoin du bâtiment, on expulsa d'un hospice moscovite les vieillards qui y étaient à l'abri.

Les paysans étaient devenus bolchevistes parce qu'ils recevaient des terres ayant appartenu aux grands propriétaires.

Mais quand ils eurent à livrer leur blé au prix maximum, ils refusèrent et les citoyens furent acculés à la fourniture. Les bolchevistes durent aller prendre le blé par la force et de sanglants combats furent livrés. Il y eut des morts des deux côtés.

Les vivres commençaient à faire défaut. Des pommes de terre gelées, jusqu'à des fruits pourris, étaient avidement disputés à des prix élevés.



Un combat de rue à Pétrograd.

En juin 1919, on payait déjà le pain de 50 à 60 roubles la livre, la viande de 90 à 100 roubles, la viande de cheval 60 roubles, le café de 165 à 200 roubles, un poulet 500 roubles.

Et les clairvoyants prédisaient des épreuves pires encore, une vraie famine, qui a d'ailleurs éclaté en 1921.

Nous dépasserions, le cadre que nous nous sommes proposé, si nous devions entrer dans des détails à ce sujet. Nous dirons pourtant combien la situation devint terrible. Des contrées entières se vidèrent de leur population, qui espérait trouver ailleurs leur subsistance. Il y eut des paysans qui tuèrent leurs enfants pour ne point les voir plus longtemps souffrir.

Les malheureux moururent en tas.

On sollicita l'aide du monde entier.

Mais bornons-nous aux événements de 1918-1919.

Beaucoup de Russes, devant la misère, durent se rallier au bolchévisme. On le faisait pour garder une situation et avoir ainsi de quoi se nourrir.

Devant la faim, il fallait bien capituler.

Il y eut de la sorte des officiers qui, pour ce motif, s'engagèrent dans l'armée rouge.

Les bolchevistes et leurs partisans avaient de quoi pourvoir à leur alimentation ; on réservait également de grands approvisionnements pour l'armée rouge.

La Révolution qui avait eu, au premier abord, beaucoup d'adentes, provoquait maintenant une grosse désillusion. Nous avons déjà vu comment, en Russie, la représentation nationale due à l'action politique, fut dispersée par les bolchévistes.

Le bolchévisme s'appuyait donc sur la violence d'une minorité.

Des milliers de gens, contraints par la faim, durent se rallier à cette minorité.

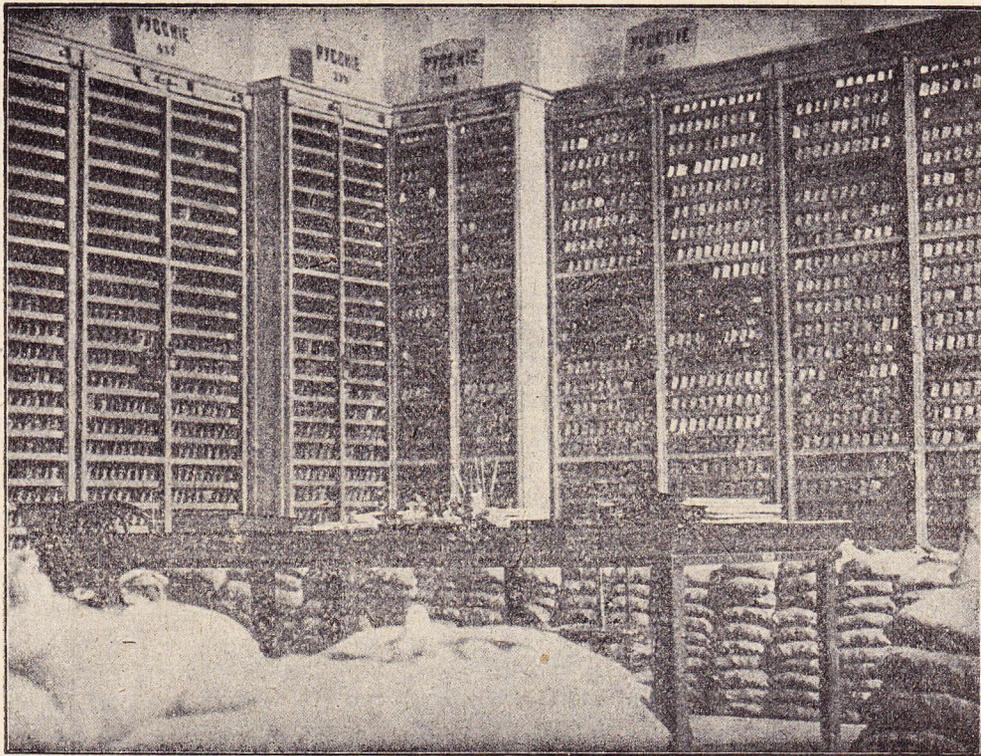
A la famine, s'ajoutèrent les épidémies.

« Regardez, mais taisez-vous ! écrit Naudeau. La famine et l'épidémie ravagent la ville ; dans toutes les maisons, des gens souffrent et meurent.

Regardez, mais taisez-vous ! Comment cela ? Oui. Il y a des mouchards partout. Un mot prononcé imprudemment dans un tramway peut vous faire conduire en prison. Quoi ! Des mouchards ? Oui. Taisez-vous bien ! Point de critiques ! Ceux qui se sont décerné le droit de « dicter », au nom du prolétariat, n'admettent pas qu'on le juge. Le doux laisser-aller, la molle anarchie des premiers temps de la révolution sont oubliés ; plus de meetings dans les rues, plus de réunions libres en aucun lieu ; plus de discussions nulle part. Il est interdit de penser ou du moins de laisser deviner qu'on a pensé. Un autoritarisme farouche est la caractéristique des maîtres du jour. Ces êtres pugnaces, aheurtés à leurs idées, ont bouleversé la vie russe telle que nous la connaissons il y a quelques mois encore, et parfois même, ils ont fait, en passant, un peu de bien.

A Moscou, pendant quelques temps, ils ont presque rétabli la sécurité de la rue — telle fut du moins mon impression personnelle — et, à force de fusiller des brigands, ils ont abouti à cette amélioration, au moins momentanée, qu'on a pu circuler dans la capitale sans se faire dévaliser, comme cela survenait à chaque instant avant l'été de 1918... Ils ont maintenu, avec la plus rigoureuse sévérité, la prohibition du commerce des boissons alcooliques et même une guerre acharnée contre les spéculateurs.

En constatant ces quelques résultats, nous avons voulu prouver notre impartialité.



La réserve en or dans la banque de Pétrograd avant que les Bolchévistes purent s'en rendre maîtres.

C'est tout ce qu'on pourrait faire valoir pour la défense des énergumènes qui ont été les initiateurs de la guerre civile et de la terreur, et qui ont fait aboutir la résolution à une révoltante tyrannie. «

La valeur de l'argent diminuait rapidement. Dans beaucoup de villages, les paysans préféraient troquer leur blé contre de vieux vêtements et des chaussures plutôt que contre des liasses de billets de banque. De plus en plus, le troc entra dans les usages. Que pouvait-on faire, en effet, des roubles ? (1)

Nandeau écrit à ce sujet :

« Au marché de Soukhari Bashnia, à Moscou, on vend (et j'ai vendu moi-même) pour trois cents ou quatre cents roubles les plus sordides défroques, et de telles hardes sont emportées à la campagne par des colporteurs qui jugent efficace de les proposer aux paysans pour recevoir d'eux des sacs de farine. Les complets-vestons les plus élimés et les plus grasseyés, les bottes les plus écoulées, se transformaient instantanément à la Soukhari Bashnia en une copieuse poignée de roubles. »

Le prolétariat lui-même devenait rare à Moscou. Ce phénomène est facile à expliquer. Le prolétariat était une infime minorité en comparaison de la grande masse des paysans et des travailleurs agricoles ; il s'était fixé dans les villes pour y travailler aux usines.

La marche de ces usines, qu'on avait nationalisées, fut arrêtée par le blocus, et elles tombèrent dans le désarroi général.

Les travailleurs, sans travail, émigrèrent en masse vers les campagnes où il y avait plus de chance de se nourrir qu'en ville. Aussi bien, la plupart étaient d'origine rurale. Ils trouvaient plus facilement de la besogne aux champs. Mais que vit-on se produire ? Les gardes rouges des villes

s'en allèrent dans les villages faire des expéditions armées, pour y découvrir le blé caché ; ils entrèrent en conflit et eurent souvent des combats sanglants avec les paysans, ainsi qu'avec les émigrés qui naguère avaient aidé à propager le bolchevisme dans les villes.

Moscou avait donc l'air d'un désert.

« Cette ville de Moscou, en ce début de l'an 1919, écrit Nandeau, n'est que torpeur et souffrance, et, pendant le jour, toute la vitalité qui lui reste semble s'être attachée aux lignes de tramways dont les véhicules, parmi des voies presque désertes, se traînent, surchargés de grappes humaines qui s'entassent, en dépit de toutes les prohibitions, jusque sur les marchepieds ou sur les tampons. Point de promeneurs bénévoles, peu de piétons et presque pas de voitures dans ces rues et sur ces places où la désorganisation révolutionnaire a laissé s'accumuler des montagnes de neige et de glace. A Pétrograd aussi, les tramways fonctionnent, mais ils sont infiniment moins surchargés que ceux de Moscou. C'est que depuis le printemps de 1918 déjà l'ancienne capitale du Nord, à demi évacuée, abandonnée par le Soviet, a perdu toute activité, toute signification même, et il y a un an déjà que la vie politique et sociale de la Russie s'est concentrée autour du Kremlin moscovite. »

A Moscou, tous les jours, les cinémas et les théâtres étaient comblés. De nouvelles salles même s'ouvrirent. Il fallut acheter sept ou huit jours d'avance les billets d'entrée.

En janvier, on grelottait dans ces salles chauffées. Mais ne grelottait-on pas tout autant chez soi ? La pénurie du combustible se faisait sentir aussi violemment que celle des vivres.

Les bourgeois, transis de froid sous leur paletot, se trouvaient en proie, dans une chambre sans feu, pendant des journées entières, à un froid de 12 à 15° sous zéro. Pourquoi, dès lors, n'irait-on pas plutôt au spectacle, où du moins la présence de la foule dégageait un peu de chaleur, et où l'on pouvait, pendant quelques heures, oublier la mi-

(1) A la fin de 1921, le rouble-papier valait 60.000 fois moins que le rouble-or.



Le Retour du Poilu : Merci! (Dessin de L. Sabattier, dans l'Illustration).

sère, se créer des illusions, vivre comme en un rêve!

Le célèbre chanteur Chaliapine, qui obtenait un succès tout aussi vif maintenant qu'il chantait pour le prolétariat, préférerait à de l'argent quelques livres de farine blanche.

L'aspect du public s'était fortement modifié. Plus de luxe éblouissant, plus d'étalage de la richesse et de la haute aristocratie, mais un public plus sobre, même sombre et replié sur lui-même.

« On gèle dans la rue, selon Naudeau, on gèle dans sa demeure, on gèle au théâtre, et cela dans un pays où le combustible, en réalité, regorge.

Le chauffage des habitations, en Russie, se fait au bois; or, Moscou et Pétrograd sont entourés de forêts.

Plusieurs personnes, dignes de foi, m'assurent avoir vu, aux abords de ces deux villes, d'énormes provisions de bûches, non seulement coupées, mais séchées et prêtes à flamber.

Dès lors, s'il n'y a rien à brûler dans les deux capitales, c'est que les bolcheviki n'ont pas pu, pas su ou pas voulu transporter ces réserves. La complète paralysie des transports est manifeste, non seulement sur les immenses voies ferrées de la Russie, mais dans les limites mêmes de Moscou.

Un caprice des dictateurs obligea, pendant plusieurs jours, tous les habitants et toutes les habitantes de la ville, âgés de moins de quarante-cinq ans, à descendre dans la rue, armés de pics, de pelles et de pioches, pour accomplir une besogne qui incombe en temps normal, aux concierges des immeubles et aux ouvriers de la ville. Il s'agissait de désencombrer les trottoirs et les chaussées d'une phénoménale quantité de glace et de neige qu'une négligence particulière à ces temps troublés avait laissé s'y amasser au cours de l'hiver. On eût pu charger de cette besogne les sans-travail, tous ceux auxquels leur situation officielle de chômeurs vaut de toucher de l'Etat un revenu régulier. Mais des sans-travail qui eussent travaillé fussent devenus des travailleurs qu'il eût fallu payer beaucoup plus cher. Et puis, l'occasion était trop précieuse de causer quelque tracas à de malheureux bourgeois familiaux pour qu'on la laissât échapper: de par la loi, chacun ou chacune dut venir faire, sur la voie publique, sa corvée, et cet obligatoire sport d'hiver fit surgir nombre de jolies femmes et de ravissantes jeunes filles qu'on s'imaginait avoir pu depuis longtemps s'évader de Moscou.



Le fabricant d'automobiles bien connu Henry Ford, apôtre de la paix, se rendant en Europe au bord du steamer Oscar II

Mais, quand la neige fut amoncelée des deux côtés de la rue, en hauts et épais retranchements, la ville ne disposa d'aucun des véhicules qu'il eût été nécessaire d'employer pour aller la déverser entre les quais de la Moskowa. Presque point de chevaux et très peu de camions automobiles ! Finalement, l'énorme masse d'eau congelée demeura sur place ou bien fut entassée dans les squares et les jardins, n'attendant que la première tiédeur de mai pour se répandre en flaques et putridités. Voilà comment Moscou conserva, jusqu'au début du printemps, l'aspect qu'il eut tout l'hiver : celui de quelque bourgade sibérienne ensevelie sous des monticules de neige...

Sur les boulevards, sur les places, des recrues mornes et flasques font l'école du soldat, instruites par des sergents à grosses moustaches...

Les chefs de l'armée rouge, d'après tout ce qu'ils laissent voir d'elle à Moscou, cherchent, de plus en plus, à constituer, sous le drapeau rouge, une

imitation de ce qu'était l'armée impériale et ils ont réussi à mobiliser plusieurs classes et à créer tout au moins, au point de vue militaire, l'apparence de quelque chose d'existant tandis que, jusqu'à l'été de 1918, cette apparence n'existait même pas. »

Que de contrastes ! La nourriture alimentaire était rare, mais, dans les musées, on voyait des bandes faméliques d'enfants mal vêtus qu'on y menait recevoir des enseignements artistiques.

C'était l'occasion d'y donner, du même coup, devant beaucoup de tableaux, un enseignement social et de condamner sévèrement l'ancien régime.

D'anciens riches allaient en rue, habillés de vêtements loqueteux, pour dissimuler leur rang et prévenir les désagréments.

« Je connais une famille, poursuit Naudeau, qui fut brillante sous l'ancien régime et dont le père, très résigné déjà à cette idée qu'il est ruiné, ne sort plus qu'en costume de pauvre ; ses deux filles naguère des jeunes filles du monde des plus accom-



« Petite mère, est-ce que père sait que les Boches sont écrasés ? » (Dessin d'Abel Faivre dans l'Illustration).

plies, ne se coiffent jamais plus d'un chapeau ; elles se contentent, sur leurs cheveux, du « platok », c'est à dire du mouchoir ou du châle de l'ouvrière.

Elles ont trouvé des emplois dans les bureaux du Soviet et elles se sont adaptées, sans murmurer, à leur condition du jour présent.

Elles aussi, elles attendent avec cette placidité cette patience devant la chronique de la souffrance, si particulière aux Russes ; elles attendent un je ne sais quoi, un renouveau, une résurrection, la renaissance de tout ce qui jadis constitua la civilisation. Combien ont dû ainsi se plier, se courber devant l'inévitable, sous peine de disparaître totalement ! »

* * *

Le lecteur a eu, par ce qui précède, quelques aperçus de la situation d'un pays qui resta si isolé de l'Europe occidentale. L'histoire complète de cette époque n'est pas encore parue. Ça et là, on peut lire, à côté de beaucoup de nouvelles sujettes à caution, des relations dignes de foi. Mais la vérité ne se révèle que par bribes et morceaux.

Nous avons précédemment parlé déjà de l'assassinat du tzar et de sa famille. Nous avons appris depuis de nouveaux détails sur les derniers jours de Nicolas :

« Le 8 mars 1917, le tzar Nicolas estima nécessaire, en raison de la tournure défavorable que les événements militaires prenaient pour la Russie, de quitter le palais de Tzarskoïé-Sélo pour retourner au Grand Quartier Général ; les circonstances étaient critiques : l'héritier du trône était alité, trois des grandes-duchesses malades et la situation politique menaçante. A Pétrograd, des cortèges d'affamés se formaient, la population devenait tumultueuse, des rixes éclatèrent en pleine rue et peu après, la ville passait aux mains des révolutionnaires : la Douma nomma un Gouvernement Provisoire, à la tête duquel fut placé Rodzianko ; la tzarine communiqua ces choses à Gilliard (1) et lui fit savoir, en même temps, qu'elle quittait le palais, le tzar lui ayant télégraphié d'abandonner Tzarskolé-Sélo ; elle attira l'attention de Rodzianko

sur le danger dans lequel se trouvaient les enfants, mais celui-ci lui répondit : « Quand une maison brûle, on commence par éloigner les malades ». Peu après, arriva la nouvelle alarmante que tous les chemins de fer étaient occupés par les révolutionnaires ; il ne pouvait plus être question de départ, non plus que d'envisager le retour du tzar.

Le 13 mars, une mutinerie éclata parmi la garnison de Tzarskolé-Sélo et le palais fut cerné. Par bonheur, l'intervention de quelques officiers conjura, pour l'instant, le danger. La tzarine était terriblement anxieuse du sort du tzar ; son angoisse croissait sans cesse. Depuis trois jours déjà, elle était sans le moindre nouvelle de lui.

Le 15, dans l'après-midi, on apprit qu'il avait abdiqué à Pskov, en faveur de son frère, le grand-duc Michel.

La tzarine était en désespoir, mais elle se maîtrisa autant que possible devant ses enfants malades ; peu après, elle reçut un télégramme réconfortant du tzar, mais le 12 le général Kornilov exigea que la famille du tzar acceptât la captivité dans son palais ou qu'elle quittât celui-ci. La tzarine décida de rester ; le tzarevitch, devenu inquiet, s'informa du cours des événements et apprit avec tristesse l'abdication de son père.

A partir de ce moment, la famille du tzar fut prisonnière et le palais étroitement surveillé par la garnison. Le 22, le tzar, profondément attristé, revint ; le bonheur avait disparu ; les jours d'affliction approchaient. Mais, dans la détresse, les liens de famille se resserrèrent ; on chercha la consolation dans la prière et les distractions. Le tzar lut beaucoup ; il passait une grande partie de la journée dans un petit jardin, couvert de neige, qui lui était réservé, tout en étant soumis à la surveillance attentive de sentinelles ; stoïque, il subit toutes les humiliations ; il ne fit aucun reproche, n'eut aucun mot dur. La tzarine passait des heures entières, couchée sur son divan et faisait montre également d'une résignation digne d'admiration ; elle était heureuse de la présence de son royal époux ; l'état de Marie Nicolaïevna lui causait pourtant de graves soucis.

On espérait que la captivité serait de courte durée et qu'on pourrait bientôt partir en Angleterre ; la frontière finlandaise était proche...

Mais le destin en décida autrement.

La famille impériale resta à Tzarskoïé-Sélo jusqu'en août 1917. Le Souverain, naguère si puissant,

(1) M. Gilliard était le professeur du grand-duc Alexis Nicolaïévitch. Nous avons déjà fait connaître la relation qu'il a donnée de la mort tragique du tzar et de sa famille.



Marie Adélaïde, grande duchesse de Luxembourg, sa mère et grand'mère.

dut supporter de voir les soldats fouiller, avec sang-gêne, ses appartements et que le ministre Kerensky en personne vint vérifier la surveillance du palais ; il s'entretint quelque temps avec le tzar et la tzarine.

Le 6 avril, le tzar fit part à Gilliard de la désagrégation de l'armée ; en même temps, Kerensky ordonnait l'isolement de la tzarine ; elle ne pouvait apercevoir sa famille qu'aux repas, et encore, à condition qu'un officier fût présent et qu'on ne parlât que le russe, exclusivement. Par la suite, Kerensky donna ordre néanmoins d'isoler le tzar.

Le 13, toute la famille, — soit dix-sept personnes, — se confessa. La surveillance devint plus rigoureuse encore, car on craignait des manifestations hostiles : il ne fut plus permis d'aller jusqu'à l'étang. On restreignit fortement la faculté de se mouvoir en dehors du palais. Le 25 avril, Kerensky y fit de nouveau apparition. Le docteur Botkine demanda le transport de la famille en Crimée, dans l'intérêt de la santé des enfants ; mais sa demande fut rejetée.

Le tzar gardait son sang-froid ; s'habituant à la situation, il passa la plus grande partie de la journée, quand arriva le mois de mai, dans le potager du parc, ce à quoi presque tous les membres de la famille s'associaient. Les jours succédaient aux jours sans qu'on reçut la moindre nouvelle ; la surveillance était si sévère, que le seul déplacement d'une paire d'abat-jour ayant provoqué à l'extérieur des reflets rouges et verts, donna lieu à un

signal d'alarme de la part d'une des sentinelles ! Un seul moment de répit et d'espoir ! On apprit en effet, le 3 juillet, qu'on pouvait escompter une victoire sur le champ de bataille ! Vain espoir, hélas !

Les jours à Tsarkoïé-Sélo étaient comptés ! Le 9 juillet, le Gouvernement Provisoire décida le transport de la famille impériale en un lieu qu'on tint secret ; toutefois, le colonel Kobylinsky fit savoir à Gilliard que le lieu de destination était Tobolsk. Le départ eut lieu le 13 juillet en présence de Kerensky et du grand-duc Michel ; les automobiles qui emmenèrent la famille impériale du palais, furent entourées d'un détachement de cavalerie jusqu'à la petite gare d'Alexandrovka, d'où le train partit à 6 heures. Le cœur déchiré, on dit adieu à l'endroit auquel se rattachaient, pour le tzar et la tzarine, tant de doux souvenirs, au temps où tout était gloire, éclat et splendeur. »

On ignore ce qu'il advint après cela.

Nous le répétons : il ne sera possible d'avoir un tableau complet de cette époque que plus tard.

Au début de 1919, l'armée rouge fut sans cesse renforcée. En Sibérie, à Omsk, Koltchak, grâce à son coup d'état du 17 novembre 1918, était maître ; mais ses cosaques se comportèrent de telle façon que la population en revint au bolchevisme.

Les dirigeants bolchévistes s'apprêtaient à la résistance. Les quelques usines en activité fabriquaient des munitions. L'autorité des comités ouvriers n'y existait plus qu'à l'état de souvenir. Un technicien compétent avait la direction, au nom du So-

viet, et il fallait lui obéir aveuglément. Les fomenteurs de grèves furent incarcérés ou fusillés.

Entretiens, Lénine essaya de nouer des relations avec l'Entente, mais il comprit aussi la possibilité d'une violente offensive. L'armée blanche encerclait la Russie bolcheviste.

Il fallait être prêt à la résistance. C'est pourquoi on travailla d'arrache-pied. Les civils furent soumis à de plus rudes épreuves encore, car on accumulait d'énormes réserves de vivres pour l'armée.

Dans les pays de l'occident, on annonçait partout la faillite du bolchevisme et l'on prédisait son effondrement prochain. Ce qui n'empêche que le danger bolcheviste allait faire passer à l'Europe une heure de tension pleine d'anxiété.

Mais n'anticipons pas et occupons nous, d'abord et avant tout, de la Conférence de la Paix.

LA SITUATION EN ORIENT. — REDDITION DE LA FLOTTE DE GUERRE ALLEMANDE. — LA SITUATION DE LA NAVIGATION. — LE PORT D'ANVERS. — DIFFÉRENDS : LES DROITS D'ENTREPOT. — LA QUESTION DE L'ESCAUT. — LUXEMBOURG ET BELGIQUE. — VISITE DE GEORGES V A PARIS. — LA QUESTION DU SCHLESWIG. — LES ÉLECTIONS EN ANGLETERRE. — LA COMMISSION D'ARMISTICE.

La victoire de Franchet d'Espéry avait ouvert de nouveau l'Orient aux Alliés.

Le 10 novembre, arriva à Constantinople le contre-torpilleur «Mangini»; le 15, une escadre apparut dans le Bosphore et le 22, le général Franchet d'Espéry débarqua à Constantinople, où il fut salué par l'amiral Amet, les généraux Bunoust, Topart et Wilson, ainsi que le chef d'état-major turc Dieval-Pacha.

Voici quelle était la situation des armées : les armées et les flottes alliées occupaient les Dardanelles, Constantinople et la Mer Noire.

Les Italiens occupaient le Tyrol, les Serbes, tout le territoire yougo-slave, dont le conseil national d'Agram (élus serbes, croates et slovènes de l'ancienne Autriche) offrit, le 1 décembre, la couronne au Prince Alexandre de Serbie.

Le général Chrétien commanda les troupes d'occupation en Bulgarie ; trois divisions françaises et huit divisions roumaines étaient en Hongrie et en Transylvanie ; une division française, appelée par les Tchéco-Slovaques, marchait sur Pragues ; les Polonais étaient à Cracovie.

Conformément à la convention de Belgrade du 13 novembre, conclue entre l'armée d'Orient et l'Etat de Hongrie, les généraux Henry (troupes de Serbie) et Berthelot (troupes de Roumanie) avaient exigé l'internement de l'armée allemande de Mackensen (80.000 hommes) qui aurait dû refranchir la frontière avant le 19 novembre. Mackensen fut fait prisonnier à Toth, près Budapest, le 31 décembre par les spahis de la division Jouinot-Gambetta.

L'Orient n'était pas encore apaisé. Pendant toute la durée de la Conférence de la Paix, il fallut étouffer des soulèvements. Il fallut rester sur le qui-vive ; on n'arriva pas à éviter la guerre entre la Grèce et la Turquie.

* * *

Nous avons relaté les articles de la convention d'armistice qui ont trait à la reddition de la flotte de guerre de l'Allemagne.

Cet événement eut lieu le 21 novembre. La flotte britannique, accompagnée de navires français et américains, prit possession de 71 unités de guerre allemandes.

Ce fut une pénible traversée pour la marine allemande.

A Harwich, l'équipage des sous-marins allemands voulut fraterniser avec des marins anglais. Ceux-ci refusèrent. L'amertume était encore trop vivace, surtout dans une ville comme Harwich, où il y avait tant de veuves et d'orphelins, femmes et enfants de victimes des sous-marins, et l'on ne pouvait songer à la réconciliation, quelque digne que fût l'attitude des Britanniques à l'occasion de la remise de la flotte allemande.

Le général Foch adressa à cette occasion un télégramme au général Beatty, qui lui répondit. Il y était question de la tâche silencieuse accomplie par la flotte britannique, dont l'activité avait aidé à gagner la guerre.

Le «Times» écrivit : «La journée d'hier offrit un spectacle comme il n'en a pas encore été donné de voir au monde.

Par la première fois dans l'histoire, une flotte puissante, sur l'invitation de son adversaire, s'est rendue à celui-ci sans combat.

Dépouillée des unités qu'elle avait livrées la veille, l'Allemagne est retombée inévitablement au niveau d'une puissance de cinquième rang.»

Quelle était la situation sur mer ?

Nous avons parlé ici longuement des batailles navales, de la compagnie des sous-marins, de la calamité des mines, etc.

Le Livre Blanc, publié le 6 décembre, donnait le tableau suivant de la navigation au 31 octobre 1918.

Tonnage mondial, pertes à la suite de la guerre et des risques de mer ordinaires, pendant toute la durée de la guerre : 15.053.786 tonnes. En regard : construction nouvelles : 10.849.527 tonnes ; navires ennemis, récupérés et utilisés : 3.392.675 tonnes. Accroissement total : 13.242.202 tonnes ; pertes nettes : 1.811.584 tonnes.

Pour la marine anglaise, ces chiffres sont : pertes : 9.831.323 tonnes. Constructions nouvelles dans le Royaume-Uni : 4.342.296 tonnes. Acheté à l'étranger : 5.300.000 tonnes. Navires ennemis capturés : 716.520 tonnes. Accroissement total : 5.588.816 tonnes. Pertes nettes : 3.443.012 tonnes.

Un graphique annexé au Livre Blanc précité montrait que, durant le deuxième trimestre de 1919, les pertes régressèrent, tandis que les offres pour des constructions nouvelles augmentaient rapidement et dépassaient déjà les pertes, au commencement de 1918, en conservant une progression ascendante continue.

Le frêt devint terriblement cher et partout, les gouvernements usèrent du droit de contrôle sur les navires ou les réquisitionnèrent en vue du ravitaillement. Chez nous, une licence était indispensable pour prendre la mer.

Le 5 décembre, on avait transporté la base de la «Commission for Relief» de Rotterdam à Anvers.

Les Français, les Anglais et les Américains prirent Anvers pour base de ravitaillement de leurs troupes en Allemagne.

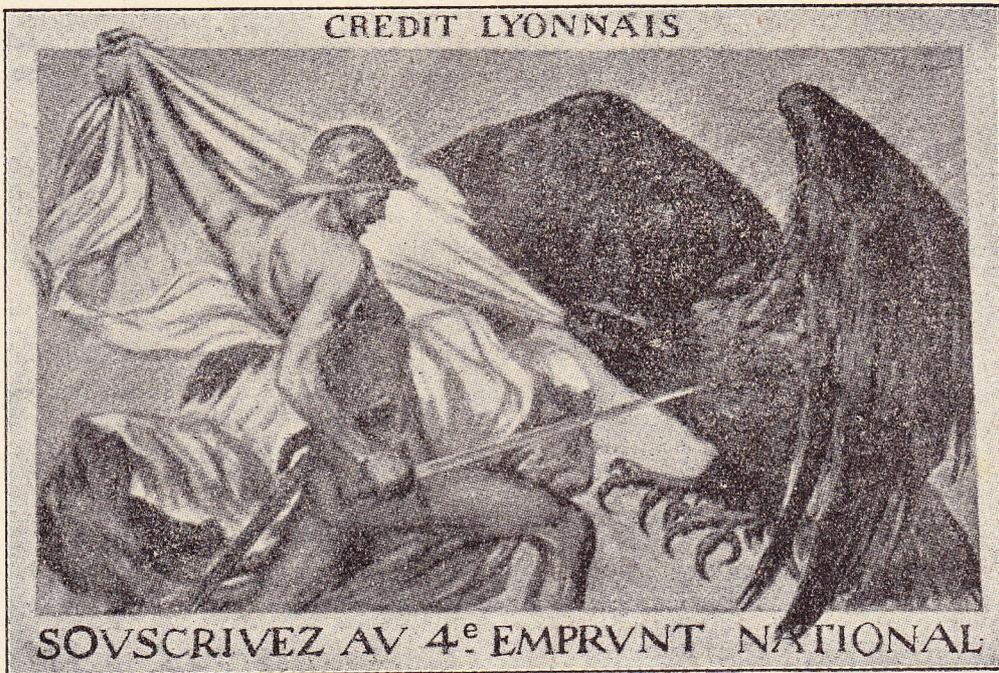
Le ministère du Ravitaillement affréta plusieurs bateaux.

Tout cela fit revivre le port d'Anvers qui avait gardé, pendant quatre ans, un aspect morne.

Il y eut cependant des mécontents et l'on exigea le retour à la liberté commerciale. Cela donna lieu à des conflits entre partisans et adversaires de l'étatisme en matière de ravitaillement.

Le service Ostende-Douvres fut également rétabli, à raison de deux ou trois traversées par semaine pour débiter. Cependant, il fallut attendre jusqu'au commencement de 1922 avant que les services de nuit fussent rétablis.

Une question brûlante, au sujet de l'Alsace-Lorraine, surgit alors dans notre monde commercial. Anvers possédait certains privilèges commerciaux dans le trafic avec Strasbourg et l'Alsace, et principalement les prélèvements d'entreposage. Anvers



Affiche pour le 4e emprunt français.

était, avant la guerre, le port d'importation vers Strasbourg.

Les ports fluviaux français et Dunkerke protestaient à présent contre ce système ; ils exigèrent le prélèvement de droits d'entreposage sur les marchandises importées en Alsace par Anvers.

Il en résulta une inquiétude compréhensible dans le pays et surtout à Anvers.

La France préleva des droits d'entreposage et alors eurent lieu de violentes polémiques.

Cela dura des mois et des mois. Qu'il nous suffise de dire qu'on trouva enfin une solution assez satisfaisante.

* * *

Un autre différend surgit immédiatement après l'armistice : la question de l'Escaut, avec la Hollande.

Du côté belge, on demandait, y compris pour les navires de guerre en temps de guerre, la liberté complète de l'Escaut entre Anvers et la mer. Ce qui donna lieu à pas mal d'agitation tant en Belgique qu'en Hollande.

Le différend paraissait réglé et il n'y avait plus qu'à signer la convention, quand naquit la question nouvelle de Wielingen.

On donne le nom de Wielingen à l'embouchure de l'Escaut s'étendant de Heyst-sur-Mer à l'Escaut Occidental.

C'est aussi l'accès au port de Zeebrugge.

Les Pays-Bas prétendaient avoir la souveraineté sur les Wielingen et ils essayèrent de le démontrer en se fondant sur des droits historiques.

Du côté belge, il y eut une violente opposition qui trouva son écho à la Chambre où le min. Hymans fit une déclaration à laquelle tous les partis adhèrent.

Les négociations entre la Belgique et la Hollande furent interrompues.

Nous avons quelque peu dépassé les événements, mais nous ne pouvons chaque fois revenir à ces questions accessoires.

En 1921, le ministre Jaspas réussit à réaliser un accord économique entre le Luxembourg et la Belgique.

Il s'agissait d'une convention concernant l'industrie et le commerce et, sur ce terrain, les deux pays étaient réellement réunis.

Mais la convention rencontra une vive opposition à la Chambre luxembourgeoise. Plusieurs membres n'en voulurent point entendre parler. Néanmoins, les Parlements belge et luxembourgeois l'adoptèrent.

Après la conférence de la Paix, la Belgique conclut avec la France un accord militaire en vue de se secourir en cas d'agression de la part de l'Allemagne.

Retournons en arrière jusqu'à l'époque qui précède la conférence de la Paix, pour en relater quelques faits d'ordre général.

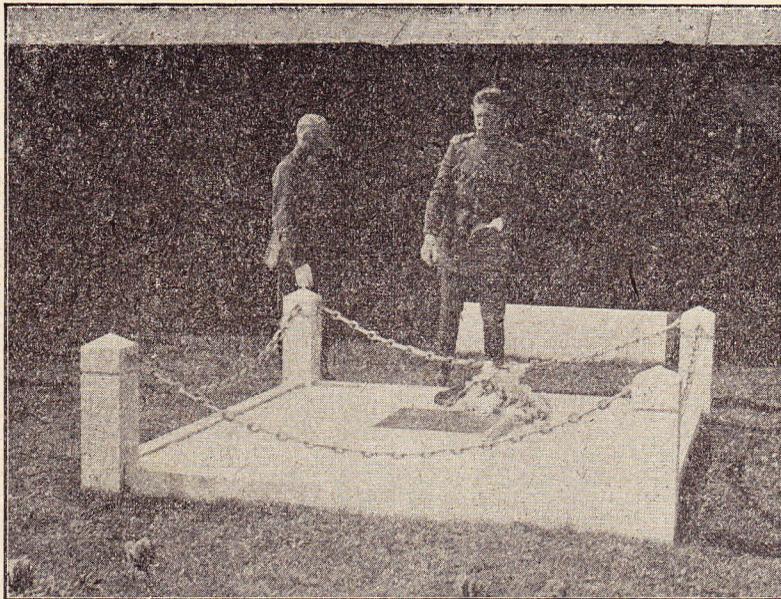
Le 29 novembre, le roi Georges d'Angleterre se rendit à Paris. Il fit déposer des couronnes sur les tombes des soldats français dans les différents cimetières. Il fut reçu solennellement à l'hôtel de ville où il prononça le discours suivant :

« Je n'ai pas encore oublié la réception que vous m'avez réservée, ainsi qu'à la Reine, il y a quatre ans. Il m'est agréable de revoir cette brillante capitale à laquelle se rattachent tant d'heureux souvenirs rappelant les visites de mon père et les miennes. La ville de Paris a vécu des heures critiques et dangereuses, mais la confiance de la population dans la victoire finale ne fut jamais ébranlée, et cette confiance, ainsi que le courage des intrépides soldats de France, a contribué à assurer la victoire des Alliés.

C'est une joie pour moi de voir combien peu la ville a souffert des épreuves qu'elle a traversées. Cette chaleureuse réception m'a de nouveau donné l'assurance des sentiments que la nation française nourrit à mon égard et à l'égard de mon peuple.

Je vous remercie des paroles de bienvenue que vous m'avez adressées, ainsi qu'à la Reine et à mon fils, qui se rappelleront toujours cette visite. Je forme les vœux les plus sincères pour la prospérité de votre capitale et pour le bonheur des Parisiens, que j'aime à appeler mes amis. »

* * *



Le Roi Albert visite le tombeau des fusillés au Tir National.

Il y avait aussi en Europe une question danoise. Le Schleswig-Holstein, naguère annexé par la Prusse, désirait être rattaché au Danemark. Et il s'agissait ici d'un sentiment national.

La Prusse avait essayé d'anéantir par la violence l'élément danois. Elle y avait mené une véritable politique d'oppression. On ne pouvait plus enseigner la langue danoise à l'école. On la poursuivait jusque dans les associations et les ligues. Des fonctionnaires prussiens y devaient fortifier l'influence prussienne. Les jeunes Danois servirent dans les casernes prussiennes. Celui qui s'affichait comme Danois était prescrit et cela signifiait la ruine. Bref, la Prusse commit là un véritable crime moral. Mais le sentiment national danois ne disparut point. On lisait des revues danoises, on sympathisait avec le Danemark, on chantait des chants danois, on racontait aux enfants les récits danois.

Vint la guerre. Il est émouvant de lire ce qu'éprouvèrent les soldats du Jutland méridional, quand ils durent aller combattre pour un Etat qui n'était pas le leur, bien qu'ils lui appartissent politiquement.

L'un d'eux le raconte et nous reproduisons une page de son livre qui esquissera mieux que l'importe quelle démonstration combien peu le Schleswig était la Prusse. C'est une page tirée du célèbre ouvrage « La Danois muet », de Erich Erichsen.

Un Schleswigois est mobilisé et assiste, à Berlin, à la violente agitation belliqueuse. Une multitude compacte se déroule par la Friedrichstrasse et remplit « Unter der Linden » depuis le monument de la Victoire jusqu'au palais.

Et partout retentit :

« Nach Paris! Nach Paris!... Vive le Kaiser... Vive l'armée!... »

Les clameurs s'éteignent, ne sont plus qu'un bourdonnement, un murmure. Mais cela ne dure qu'un moment, de nouveau la manifestation s'agite.

Quelques-uns se mettent à chanter.

« Deutschland! Deutschland über alles,
Ueber alles in der Welt... »

Et aussitôt, l'hymne est sur toutes les lèvres, tous les visages rient et rayonnent d'ardeur, d'enthousiasme, d'infatigable provocation.

On sentait dans cet accent toute la force de persuasion de la grandeur. C'était la flamme d'un feu sacré, montant, haute et forte, vers le ciel, et faisant de la grande capitale un seul cœur immense qui bat, une seule âme embrasée d'une unique espérance, n'ayant qu'un même ardent désir.

Pauvres et riches, ouvriers et gens distingués, jeunes et dignes femmes aux yeux clairs, jeunes filles fagotées, gamins de rues, étudiants et vagabonds désœuvrés, gens de bureaux et de fabriques, boutiquiers, tous, en attendant au loin les derniers accents de l'hymne retentir en écho, tous chantaient, tous criaient : « Vive le Kaiser!... Vive l'Allemagne!... Vive la guerre!... »

En me rendant à la caserne en compagnie de deux de mes compagnons de voyage, l'état général de l'opinion publique me saisit au cou comme d'une poigne brutale. Quelque chose de formidable me fit frissonner. Je sentais en cette foule arder un courage, une espérance, je la sentais brûler d'une foi, d'une confiance en sa force immense, qu'allaient réaliser des miracles. Mais aussi une haine qui ne s'éteindrait jamais...

« Nach Paris!... Nach Paris!... Vive l'armée!... Vive la guerre!... »

Je compris aussi quelle joie ce devait être que de pouvoir se laisser entraîner par l'enthousiasme général. Pouvoir sentir vibrer son âme à l'unisson de cette chose grande et magnifique qui ne cherchait que l'occasion de devenir une force d'émulation ardente, de volonté indomptable, de courage dépassant toute notion humaine.

Mais, en même temps, je me sentis si indiciblement malheureux, tandis que j'allais parmi toutes ces bruyantes gens qui ne faisaient qu'hurler et que chanter, comme si leur souffle ardent allait faire s'écrouler en ruine tout un monde.

A vrai dire, il n'y avait pas que misérable que je me sentisse. C'était la douloureuse conviction que je n'étais pas chez moi, ici, parmi tous ces gens heureux et bruyants, criant sans discontinuer :

Nach Paris!... Vive le Kaiser!... Vive l'armée!... Vive la guerre!... » Ce cri de « Nach Paris » exprimait en effet, la réalisation de leurs désirs, de leur espérance et de leur haine.

Il n'y avait rien, dans ces cris, qui m'enflammât. Rien de ce qui se passait autour de moi qui

fit vibrer mon cœur de joie, qui fit battre mon sang. J'étais là comme un étranger. A la fin, je ne ressentis plus que de l'aversion, de la lassitude, de l'antipathie. Tous ces chants vociférés me coupaient les oreilles; toutes ces clameurs où il s'agissait de Paris, du Kaiser, de l'armée, de la guerre, me faisaient, à la lettre, un mal physique.

Aussi bien, toutes ces choses ne me regardaient pas. On ne m'avait jamais appris à me sentir d'accord « avec cela »; et ce m'était tout à fait impossible, à présent. Mon espoir était ailleurs. Autres étaient mes pensées les plus secrètes. Ce que la foule qui était autour de moi adorait plus que la vie, une fois pour toutes, je ne l'aimais pas. Je ne maudissais pas davantage ce qu'ils maudissaient. Leurs rêves différaient des miens, leur haine de ma haine.

Je me sentais, en me rendant à la caserne on ne peut plus seul et abandonné. Inconsolable au delà de toute expression.

Tous les autres vivaient les désirs, les espoirs et les passions d'une grande époque. »

Tel était le sentiment d'un Slesvigois...

Mais voilà 1918. Le Sleswig vit l'occasion de redevenir Danois, et libre, — et s'en empara.

Déjà, le 29 novembre, on mandait de Copenhague :

« D'après les journaux d'ici, le ministère danois des affaires étrangères a reçu, par l'intermédiaire du chargé d'affaires danois à Berlin une missive du député au Reichstag Hanssen, par laquelle il annonce le dépôt d'une motion adoptée par les organisations politiques des Danois du Sleswig-Nord. En même temps, il adresse un mémoire au ministre des affaires étrangères de la République allemande, dont le gouvernement avait reconnu jadis le droit de referendum au Sleswig septentrional. Hanssen invite le gouvernement à faire les démarches auprès des Alliés. »

D'après cette résolution, les frontières du Sleswig septentrional seraient tracées comme suit : Le Sleswig septentrional est cette partie du duché de Sleswig qui s'étend au Nord de la ligne allant de la pointe Sud d'Alsens, dans le Flensburger Föhrde, jusqu'à la Kupfermühlenbucht et qui contourne Frooslee au Sud, de manière que Pattburg devienne une gare frontière. Plus loin, la frontière passe entre les cantons Slogs-Kaer-Skelbaekken et entre le Soender-Aa et le Vid-Aa, jusqu'à ce qu'elle remonte vers le Nord pour continuer en ligne droite vers la mer du Nord, au Nord de la pointe septentrionale du Sylt. »

C'était un début et nous verrons ce que la conférence de la paix va déterminer au sujet du Sleswig et comment celui-ci fut réuni de nouveau au Danemark.

* * *

En novembre, l'Angleterre était en pleine période électorale. Les discours de Lloyd George furent très remarqués. On y chercha des directives pour la prochaine conférence de la paix.

Le Premier anglais déclara entre autres à Newcastle que la paix qui allait être conclue à la prochaine conférence devait être une paix juste et sévère. On ne laisserait plus l'Allemagne trahir de nouveau le pays qui lui avait fourni un domicile.

Parlant de l'indemnisation, Lloyd George dit « qu'il avait toujours existé un principe suivant lequel le perdant doit payer et de ce principe il fallait déduire que l'Allemagne doit payer, jusqu'à la limite de ses possibilités, les frais de la guerre. Il ne fallait pas permettre à l'Allemagne de payer les indemnités en bourrant le pays de marchandises à bon marché.

Nous avons nommé une grande commission, au sein de laquelle toutes les nuances de l'opinion publique sont représentées, pour rechercher les ca-

pacités de l'Allemagne. Aucun doute ne subsiste relativement à l'équité de cette prétention.

La France envisage également le problème sous le rapport des dommages extraordinaires causés à ses villes.

La question de la responsabilité de l'invasion de la Belgique a été soumise à quelques-uns des plus grands juristes du pays, ils sont finalement arrivés à cette conclusion que le Kaiser est coupable de crimes inexprimables dont il doit être tenu responsable. »

Examinant la question de savoir s'il fallait punir les responsables des crimes commis pendant la guerre, Lloyd George dit « qu'il ne désirait point mener une politique de haine, mais qu'il fallait agir de telle façon que les hommes qui voudraient, à l'avenir, suivre l'exemple des dominateurs qui plongèrent le monde dans cette guerre, sachent ce qui les attend à la fin. »

Lloyd George rappela à ses auditeurs que l'Allemagne, lorsqu'elle eut vaincu la France, établit ce principe indiscutablement juste, que le perdant paie.

Si personne n'était tenu pour responsable de cette guerre qui avait coûté la vie à des millions de jeunes hommes, on pourrait dire, assurait Lloyd George, que, dans ce cas, il y avait une justice pour les criminels pauvres et misérables, et une autre pour les empereurs et les rois.

Il n'y a pas de doute que deux crimes ont été commis contre les peuples. Le premier fut la préméditation de la grande guerre; le second, un crime contre le droit international. Il faudra prendre soin que les leçons de cette guerre effroyable ne soient pas perdues. Nous devons prendre soin de poser aujourd'hui un acte, un acte courageux, tel que plus jamais dans l'histoire du monde, un tel méfait ne puisse être renouvelé. »

Les élections étaient d'une importance extrême : n'allaient-elles pas décider qui mènerait le train dans la politique européenne? Lloyd George était à la tête d'une coalition. Les élections de fin décembre, lui donnèrent la victoire : 471 sièges sur 707. Asquith ne fut pas réélu. Beaucoup d'Anglais s'étaient abstenus.

Lloyd George allait maintenant exercer une influence prépondérante sur la conférence de la Paix.

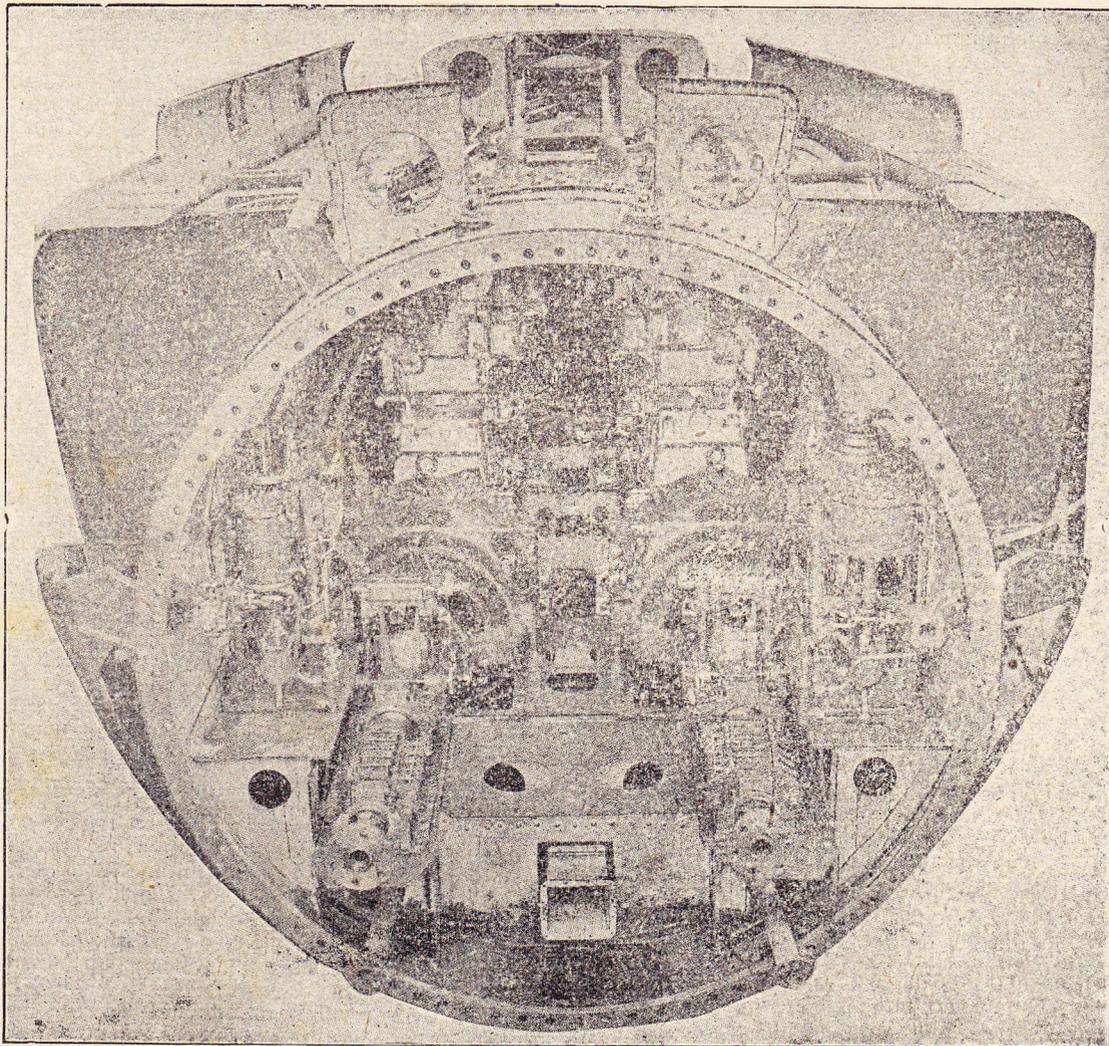
De l'exécution de la convention d'armistice, on pouvait déjà conclure que cette conférence n'irait pas sans peine.

La sous-commission financière, que se réunit à Spa, eut une grande importance. Elle avait pour mission d'établir les réglementations financières du traité. Ce qu'elle fit le 6 décembre en ces termes :

« L'Allemagne n'a pas le droit d'aliéner, de concéder ou d'hypothéquer les chemins de fer, mines, forêts, ni les entreprises commerciales ou coloniales, où l'Etat a des intérêts. Elle ne pourra faire usage que sous des conditions déterminées de valeurs étrangères appartenant à l'Etat ou à la Reichsbank. L'Allemagne restituera immédiatement aux autorités de la France et de la Belgique les effets, valeurs et documents divers qu'elle a enlevés dans le Nord de la France et de la Belgique. Les valeurs françaises se trouvent, pour la plupart, en dépôt à Bruxelles et à Liège. Elles seront renvoyées en France et restituées aux intéressés de sorte que les titres de ceux-ci auront été établis.

En outre, l'Allemagne restituera tous les bons monétaires des Villes, Chambres de Commerce et autres institutions, qui sont en sa possession, ainsi que le matériel d'impression, clichés, papier, etc., nécessaires à leur fabrication.

Elle restituera les archives publiques et particulières, livres et documents cadastraux qu'elle a enlevés, ainsi que les plans et dessins qui ont une si grande importance pour la reconstruction de l'industrie dans les régions occupées.



Intérieur d'un sous-marin.

Elle rendra également les objets d'art enlevés aux musées et collections particulières.

Dans le courant de décembre, elle rendra l'encaisse de la Banque Nationale de Belgique, ainsi que le montant des sommes enlevés aux banques françaises et belges et qui ont été converties en marks.

Ensuite, l'Allemagne remettra aux Alliés l'or enlevé en Russie et en particulier les 320 millions qu'elle a reconnu, par le traité de Brest-Litowsk, avoir reçus des Soviets. Cet or sera transféré à Paris et déposé dans les caves de la Banque de France où il sera reçu pour le compte commun des Alliés. Il est bien entendu que des réserves expresses sont faites en ce qui concerne les effets, valeurs encaissées, etc., ainsi que l'or, enlevés par les Allemands pendant les hostilités et qu'ils n'auraient pas restitués endéans le délai prescrit. »

Mais l'exécution exigea de continuel avertissements, des menaces, des réunions et des pourparlers.

La Conférence de la Paix

Nous avons dit comment Wilson, président des Etats-Unis, était venu en Europe et avait été reçu avec enthousiasme en France et en Angleterre.

Le samedi 18 janvier 1919, à 3 heures de l'après-midi, M. Poincaré, président de la République

française, ouvrait la Conférence de la Paix, au Ministère des Affaires Etrangères, à Paris.

A sa droite se trouvait assis Wilson, à sa gauche Lloyd George.

M. Poincaré prononça un discours devant l'assemblée. Il rappela le crime de l'Allemagne, les souffrances de la France, l'intervention des Alliés à la lutte commune que vint en fin de compte couronner la victoire.

Il fallait que la Ligue des Nations apportât au monde un nouvel ordre des choses, basé sur les principes wilsoniens.

On adopta avec enthousiasme la proposition de Wilson de nommer Clémenceau, le Premier français, président de la Conférence de la Paix.

Clémenceau prit donc la place de Poincaré. Après cette solennelle ouverture de la séance, on passa à un échange de vues au sujet de nombre de délégués à admettre pour chacune des puissances que l'on partagera en deux groupes : les puissances à intérêts généraux et les puissances à intérêts limités.

On décida d'envoyer un délégué en Pologne ; Wilson et Lloyd George proposèrent de convoquer à une conférence à l'île de Prinkipo (l'île des Princes), dans la mer de Marmara, tous les gouvernements qui se combattaient actuellement en Grande-Russie et en Sibérie.